

KARIM TABBOU, PROMOTEUR DE L'UNION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE, EN ATTENTE D'AGRÈMENT :

«Le pouvoir est pris du syndrome du scorpion»

Karim Tabbou n'en démord pas puisque continuant à être critique à l'égard du pouvoir qu'il accuse tout simplement d'être pris par le syndrome du scorpion portant en lui les germes de sa propre destruction. Un pouvoir qui aurait, selon lui, scellé un «contrat de complicité» avec son ancien parti, le FFS, pour «tenter d'empêcher l'émergence de nouvelles

forces politiques porteuses d'espoir et de changement», allusion à l'agrément de son nouveau parti l'Union démocratique et sociale, qui se fait désirer.

*L'ancien premier secrétaire national du FFS a, également, un œil critique à l'égard de l'Ins-
tance de concertation et de suivi de l'opposi-
tion dont il est membre. Il estime que cette ins-*

tance se doit impérativement de revoir son fonctionnement, de s'ancrer dans la société, de réinvestir le terrain des luttes politiques et sociales, elle doit assumer sa rupture avec l'ordre politique actuel, elle doit cesser de subir l'histoire, en déclinant l'offre des quotas et en refusant la gestion opaque des affaires publiques.

Entretien réalisé par Mohamed Kebci

Le Soir d'Algérie : Peut-on savoir où on en est avec le dossier de demande d'agrément de votre parti, l'Union démocratique et sociale (UDS).

Karim Tabbou : Depuis plus de trois ans, l'administration nous refuse d'exercer un droit pourtant consacré dans la Constitution qui est le droit de fonder un parti politique. C'est un dictat qui ne trouve aucun prétexte légal, c'est tout simplement de la hogra.

Quel paradoxe ! C'est nous-mêmes qui demandons aujourd'hui au pouvoir de respecter ses propres lois. Dire que pendant des mois, les ministres, les partis du pouvoir, toutes les officines sont mises en branle, faisaient la propagande et proclamaient que la nouvelle Constitution allait consacrer plus de libertés et plus de droits ! Faux, de la poudre aux yeux, les dirigeants de notre pays sont d'une indigence politique telle qu'ils ne conçoivent la vie publique que par les procédés violents, par l'abus et l'autoritarisme.

Si nous faisons la comptabilité des abus et des dépassements contre les libertés, nous allons nous apercevoir que ce pouvoir n'admet aucune critique et aucun contre-pouvoir. Le «rêve d'un retour au parti unique n'est pas totalement oublié.

Quand on se rend compte que le ministre de l'Intérieur, le chef policier est seul habilité à décider de qui doit et qui ne doit pas exercer la politique, c'est toutes les libertés qui sont mises en garde à vue.

Vous avez, par le passé, accusé l'actuelle direction de votre ancien parti d'être derrière ce refus d'agrément. Pouvez-vous être plus explicite quant aux mobiles politiques de cette interférence ?

L'émergence d'une nouvelle force politique mobilisatrice des citoyens gêne le FFS et dérange le pouvoir. Ne dit-on pas que «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» ? Même si elle paraît paradoxale, une convergence entre les deux est plus que plausible. Les deux sont hantés par l'instinct de survie. Le FFS espère trouver de la place dans les plans futurs du pouvoir, il n'a pas cessé de multiplier les gestes de bonne conduite et de bonne volonté.

De renoncement en renoncement et l'absence de prise de position franche du FFS sur des événements majeurs qu'a connus le pays ces dernières années attestent de cette volonté. Si ce n'est l'acte ultime de Dda El Ho et de son testament de refus des obsèques officielles, le FFS aurait déjà pris le train de la normalisation.

Au fait, le FFS a cru pouvoir se saisir de la brèche du Printemps de 2011 pour tenter de se replacer dans l'échiquier politique en qualité de



Karim Tabbou.

partenaire crédible du pouvoir. Il engrange quelques dividendes, des sièges en plus dans les prochaines élections comme il en a eu aux précédentes, une médiatisation soutenue notamment dans les médias lourds et des avantages matériels pour les artisans de ce retournement politique. Parallèlement à cette logique alléchante d'octroi et de corruption, le pouvoir espère, à long terme, se débarrasser de toute idée d'opposition.

Du côté du pouvoir, il tente de donner l'apparence d'ouverture et d'entente et espère ruser de nouveau avec l'histoire et s'assurer le maintien le plus de temps possible. Les tenants actuels du pouvoir savent bien que la grogne populaire est grandissante. La diminution des ressources réduira davantage les marges de manœuvre et les mensonges vont finir par se dévoiler. Tout cela constitue le terreau d'une dissidence citoyenne inévitable.

Entre les deux, le FFS et le pouvoir, l'avenir nous dévoilera les dessous des arrangements et des ententes contractées. Y a-t-il d'autres commentaires à faire lorsque vous voyez le FFS décliner l'invitation au 2^e congrès de l'opposition et le voir au premier rang des invités d'Ouyahia au congrès du RND ! «H'dith qyas».

C'est ce «contrat de complicité» qui pousse le pouvoir à tenter d'empêcher l'émergence de nouvelles forces politiques porteuses d'espoir et de changement. De l'autre côté et pour mériter la notoriété et la gloire, les militants du FFS devront assumer leur responsabilité devant l'histoire !

Vous êtes membre de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition issue de la toute première conférence de Mazafran. Une instance qui s'est «éclipsée» depuis Mazafran II, fin mars dernier...

La première rencontre de l'opposition a suscité beaucoup d'espoir au sein de la population. Elle a constitué un tournant majeur dans la vie poli-

tique nationale. Pour la première fois, après plusieurs tentatives vaines, en 1995 lors du Contrat national, en 1999 lors du retrait collectif des présidentielles, toutes les oppositions se sont rencontrées pour débattre de la situation du pays et tenter de dégager ensemble des perspectives politiques communes.

Cette prise de conscience sur la nécessité d'une convergence politique autour des libertés et de la transition démocratique a constitué le capital essentiel. Bien évidemment, une telle démarche ne peut que susciter des contre-démarches. Depuis Mazafran, le pouvoir s'emploie à discréditer cette initiative en usant de toutes les manœuvres possibles, les chantages et les tentatives de corruption.

A l'épreuve du temps et du terrain, nous nous rendons à l'évidence qu'une construction politique à plusieurs demande du travail en profondeur et continu, exige une éthique et des convictions et ne peut s'appuyer que sur des engagements fermes et constants.

Lors du Forum de Mazafran II, nous avons tenté de relancer le débat et de mettre à jour notre analyse de la situation politique. Bien sûr que des divergences persisteront et que l'objectif final n'étant pas la dissolution de toutes nos différences. Mais vous remarquez bien que les initiatives de l'opposition provoquent l'affolement, la panique voire des fissures dans le camp du pouvoir. Si l'opposition n'est pas arrivée à provoquer le sursaut salvateur pour le pays, le pouvoir, quant à lui, est pris par le syndrome du scorpion, comme il ne trouve pas quoi piquer il se pique lui-même, autrement dit, ce pouvoir porte en lui les germes de sa propre destruction.

Ne pensez-vous pas que l'opposition a atteint ses limites, n'ayant pu, jusqu'ici, inverser le rapport de force toujours en faveur du pouvoir ?

L'opposition a atteint ses limites ? Non, elle doit procéder à une évalua-

tion sans complaisance de ses capacités d'action, de ses ressources et de son ancrage populaire. Si nous voulons nous positionner comme une alternative crédible au système, nous devons nous émanciper de nos archaïsmes, de nos faux clivages et de nos calculs. Je ne suis ni un donneur de leçons, ni un spécialiste dans les questions de l'opposition, toutefois, je peux me permettre un avis critique sur la question. L'opposition doit impérativement opérer des révisions sur son fonctionnement. Elle doit chercher à trouver des ancrages dans la société. Elle doit être capable de dire non aux quotas, non au marchandage et non à la gestion opaque des affaires publiques.

Plus que jamais, l'opposition doit réinvestir le terrain des luttes politiques et sociales, elle doit assumer sa rupture avec l'ordre politique actuel, elle doit cesser de subir l'histoire.

Les élections législatives et locales prévues l'année prochaine ne sont-elles pas pour quelque chose dans ce fléchissement de l'opposition ? Et l'histoire de l'instance indépendante de supervision de ces élections dont le pouvoir vient de faire sienne en la constitutionnalisant ?

Le pouvoir tente d'enrôler l'opposition dans le débat des prochaines élections pour la détourner des questions essentielles qui touchent de plein fouet l'avenir des Algériens ; la succession, les scandales financiers, la mauvaise gestion économique sont des urgences nationales que le pouvoir tente de cacher.

La constitutionnalisation de l'instance de surveillance des élections est un coup de bluff, une manœuvre du pouvoir pour donner l'illusion d'une élection propre et honnête. C'est aussi un appât en direction de l'opposition pour lui faire abandonner ces exigences politiques.

Selon des indiscretions, le chef de l'Etat aurait même proposé la présidence de cette instance à M. Lakhdar Brahimi. Que peut faire un diplomate, même chevronné, devant la machine à manipuler les élections ?

Personnellement, je doute de la capacité de quiconque à surveiller une élection qui se déroule simultanément dans plus de 50 000 bureaux de vote sur un territoire qui fait plus de quatre fois la surface de la France. A moins que les résultats ne soient établis d'avance. Une telle mission relève de l'impossible.

Ne se prépare-t-on pas, peut-être, à une nouvelle reconfiguration de la carte politique nationale ?

La seule obsession du pouvoir est son maintien. Il (le pouvoir) œuvrera à réaliser une reconfiguration à sa guise, il cherchera à exploiter toutes les faiblesses de l'opposi-

tion. Mouloud Mammeri disait dans l'une de ses citations «vos peurs et vos appétits vous asservissent mieux que le fouet le plus cinglant des plus impérieux de vos maîtres».

D'aucuns estiment que l'affaire du rachat du groupe El Khabar par une filiale du groupe Cevital a été sciemment politisée pour détourner, ne serait-ce que momentanément, l'opinion publique des scandales de corruption et autre évasion fiscale impliquant des gens du pouvoir ?

Merci de me donner cette opportunité pour exprimer mon soutien personnel et le soutien de notre parti «l'Union démocratique et sociale» à tout le collectif d'El Khabar ainsi qu'à l'ensemble de la presse.

Effectivement, le pouvoir excelle dans l'art du détournement du débat, mais au-delà de cette volonté, il tente de soumettre par la violence et le chantage la société tout entière. Ce qui se passe pour le journal El Khabar est révélateur de l'intention inavouée de réduire à néant tous les espaces de la pensée libre et de la libre expression. Qui ne sait pas que la gestion des affaires de la presse obéit aux calculs et aux intérêts politiques, ceux qui croient nous duper avec un subterfuge administratif de non-respect de la loi se trompent.

Malheureusement, ils donnent une piètre image de responsables incapables de concevoir la gestion autrement que par la brutalité, l'abus et l'exhibition de leur autorité. Dans ce conflit, le ministre de la Communication a fait preuve d'inélégance, d'un manque de punch et de charisme mais avec excès d'autorité et d'abus.

Le Premier ministre a annoncé le lancement prochain d'une série de mesures économiques qu'il appelle «nouveau modèle économique». Qu'en pensez-vous ?

Le pays souffre d'une absence totale de vision économique. La mainmise du pouvoir politique sur la gestion de l'économie a généré des comportements rentiers et a rendu vulnérable l'économie nationale. La dépendance de la rente pétrolière et absence d'un tissu industriel, la corruption généralisée et le développement des comportements clientélistes, l'absence de compétitivité des entreprises nationales, l'incohérence du modèle de développement économique et l'instabilité juridique sont autant de vulnérabilités qui menacent l'économie nationale.

Sans la libération de la sphère économique des injonctions politiques et administrative, tous les efforts seront sans conséquences positives sur l'économie du pays. Seule une gestion transparente obéissant aux normes de bonne gouvernance et de l'Etat de droit peut sortir notre pays de cette crise.

M. K.